

Service de prévention des risques et environnement  
industriels  
2 rue Juliette Dodu – CS 41009  
Cedex 9  
97743 Saint-denis

Saint-denis, le 25/07/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **COROI SAS**

ZI n 1 - Rue Armagnac  
BP 60077  
97822 Le Port

Références : SPREI/USRA/CL/71-0001/2024-1052  
Code AIOT : 0007100001

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2024 dans l'établissement COROI SAS implanté ZI n°1 - Rue Armagnac BP 60077 97420 Le Port. L'inspection a été annoncée le 10/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COROI SAS
- ZI n°1 - Rue Armagnac BP 60077 97420 Le Port
- Code AIOT : 0007100001
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société COROI SAS, groupe Marbour Services, est autorisée, depuis 1989, à exploiter sur le site localisé ZI n°1 Rue Armagnac sur la commune du Port (97420) un dépôt de produits chimiques et phytosanitaires, ainsi qu'un dépôt de bouteilles de chlore liquéfié.

Ses activités sont actuellement encadrées par l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2019. L'installation est classée sous le régime SEVESO « Seuil Bas ».

Le site dispose actuellement de trois magasins de stockage, d'une plateforme de stockage extérieure, d'un hangar de stockage, des locaux administratifs et sociaux, d'une zone de dépotage et d'une zone de stockage des déchets.

Les activités se déroulant sur ce site sont donc les suivantes :

- Réception des marchandises qui arrivent dans des containers maritimes ;
- Déchargement des marchandises et stockage dans les contenants d'origine, dans les zones et bâtiments dédiés ;
- Préparation des commandes, chargement des marchandises dans les camions et transport jusqu'au client.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Rétention
- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
11	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
3	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
4	Produits incompatibles – rétentions déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV	Sans objet
5	Rétention déportée et dispositif de drainage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V	Sans objet
7	Tuyauteries de matières dangereuses - suite caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V	Sans objet
8	Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26	Sans objet
9	Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Sans objet
10	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
12	Gestion des mélanges	Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 8.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite de contrôle avait pour but, dans le cadre d'une action nationale, de s'assurer de la bonne application des prescriptions réglementaires relatives à la thématique des rétentions de produits chimiques et des eaux d'extinction.

Cette inspection n'a pas mis en évidence de manquement significatif et les quelques remarques ont été rapidement prises en compte même si certains justificatifs restent à fournir.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dimensionnement des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b>
Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à

une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

#### Constats :

Les rétentions dans les magasins sont réalisées à l'aide de bacs de rétention disposés au droit des racks de stockage ou directement sous les contenants (GRV ou bidons). A cela s'ajoute la présence de barrières de type batardeau à l'entrée des bâtiments : même si leur fonction première est de retenir les eaux d'extinction, ces barrières peuvent également jouer un rôle dans le cas de perte importante de produits. Une exception toutefois : la rétention du local javel est uniquement constituée par des batardeaux.

Pour le stockage extérieur, il s'agit de rétentions en béton au dessus desquelles sont stockés les GRV de produits.

Les différents volumes de rétentions sont conformes à la prescription selon l'exploitant : lors du contrôle terrain, l'inspection n'a pas mesuré précisément les volumes mais ceux-ci paraissent effectivement répondre à la prescription à l'exception du local javel. Pour ce dernier, l'exploitant a précisé par courriel, après la visite, les volumes du bâtiment et de la rétention qu'il constitue : celle-ci est conforme à la prescription.

L'inspection a par contre relevé la présence de liquides inflammables qui n'étaient pas sur rétention : l'exploitant a entre-temps confirmé par courriel avoir résolu la situation et en a fourni les preuves.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions

#### Prescription contrôlée :

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998

susvisé.
<p><b>Constats :</b></p> <p>La majorité des produits sont entreposés dans des bâtiments, en rack, et des rétentions sont mises en oeuvre dans ces racks. Ces dernières sont en matériau adapté.</p> <p>Les rétentions au centre du site, à l'air libre et servant pour le stockage des acides et du chlorure ferrique emballés dans des gros récipients vrac (GRV), étaient disponibles au jour de la visite (absence d'eau de pluie). Ces rétentions sont en béton : ce matériau n'est pas le plus adapté pour des acides, mais dans le cadre d'une rétention, amenée à retenir les acides pour un temps limité, l'épaisseur des murs apparaît suffisante.</p> <p>La cellule du bâtiment servant à la rétention de l'eau de javel est constituée de parois en placoplâtre et d'un batardeau à l'entrée. Le placoplâtre n'est pas un matériau étanche, mais l'inspection a noté que cette cellule est équipée en partie basse d'un muret en parpaing ; cependant, du fait des stocks présents, l'inspection n'a pu s'assurer de la présence du muret sur l'intégralité de la cellule. De plus, certaines portions de ce muret étaient dégradées, du fait visiblement de chocs provenant des fourches des chariots automoteurs.</p> <p>Dans ce même bâtiment, une deuxième cellule contiguë sert au stockage des liquides inflammables. Là encore l'inspection n'a pu avoir confirmation de l'intégralité d'un muret en partie basse assurant l'étanchéité des de la rétention face aux produits.</p> <p>Enfin, l'étanchéité des batardeaux, de manière générale sur le site, est assurée par des joints dont certains apparaissent trop abîmés pour être efficaces.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant justifie auprès de l'inspection, par photos ou rapport de travaux, de l'intégralité d'un muret étanche en partie basse des cellules de stockage de la javel et des liquides inflammables. La hauteur du muret doit être suffisante pour respecter les règles de volume de rétention vues au constat précédent.</p> <p>Les parties dégradées de ce muret sont remises en état pour s'assurer de la bonne étanchéité des parois.</p> <p>Les joints des batardeaux sont remis en état pour assurer une parfaite étanchéité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Produits incompatibles – rétentions non déportées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Produits incompatibles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le local inflammable était présent un petit stock d'eau de javel, ces deux produits étant</p>

pourtant dans des zones de stockages distinctes.  
L'exploitant a confirmé, par courriel du 14/05, avoir évacué ces bidons de javel vers le stockage adapté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Produits incompatibles – rétentions déportées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Produits incompatibles

**Prescription contrôlée :**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention déportée.

**Constats :**

L'exploitant ne dispose pas de rétention déportée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Rétention déportée et dispositif de drainage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Rétention déportée et dispositif de drainage

**Prescription contrôlée :**

Le liquide recueilli est dirigé de manière gravitaire vers la rétention déportée ou par un dispositif de drainage actif commandable manuellement et automatiquement sur déclenchement du système de détection d'incendie ou d'écoulement.

Dans ce cas, la pertinence, le dimensionnement et l'efficacité du dispositif de drainage sont démontrés au regard des conditions et de la configuration des stockages.

Le dispositif de drainage fait l'objet d'une vérification périodique, d'un entretien et d'une maintenance appropriés. En cas de dispositif de drainage actif, celui-ci fait l'objet de tests de fonctionnement périodiques, à une fréquence au moins semestrielle.

Les dates et résultats des tests réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé.

L'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage actifs, le cas échéant. Le délai d'exécution de ces consignes ne peut excéder le délai de remplissage de la rétention.

**Constats :**

Le site ne dispose pas de rétention déportée et la prescription n'est donc pas applicable.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Tuyauteries de matières dangereuses
<b>Prescription contrôlée :</b>  A.-Les tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. B.-Les tuyauteries, ainsi que leurs supports, et les capacités contenant des matières dangereuses sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. Les modalités d'entretien et examens périodiques, ainsi que les fréquences associées, sont formalisées dans les consignes prévues à l'article 59 du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  L'établissement a une activité de stockage uniquement, sans process ou manipulation en vue de transfert ou conditionnement. Ainsi, il n'y a pas de tuyauteries de matières dangereuses présentes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Tuyauteries de matières dangereuses - suite caractéristiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Tuyauteries de matières dangereuses
<b>Prescription contrôlée :</b>  C.-Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont accessibles et repérées conformément aux règles en vigueur. D.-Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont installées à l'abri des chocs et sont résistantes aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques auxquelles elles sont exposées. Des dispositions spécifiques sont notamment mises en place au niveau des cheminements des tuyauteries à proximité des voies de circulation (hauteur suffisante, protections adaptées, etc.). Leur parcours est aussi réduit que possible. E.-Le parcours des tuyauteries contenant des matières dangereuses figure sur un plan tenu à jour.
<b>Constats :</b>  Comme précisé au constat précédent, le site ne dispose pas de tuyauteries de matière dangereuse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations comportant des stockages de produits très toxiques ou toxiques visés par l'une



<p>ou plusieurs des rubriques nos 4707, 4708, 4711, 4712, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732, 4733 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 20 tonnes, des stockages de substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en quantité supérieure à 200 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Ce bassin ou le dispositif équivalent mentionné ci-dessus est dimensionné pour pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.</p> <p>Pour les sites autorisés après le 1er janvier 2012, ce bassin ou ce dispositif équivalent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- est implanté hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/ m<sup>2</sup> identifiées dans l'étude de dangers,</li> <li>ou ; - est constitué de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à son emploi.</li> </ul> <p>Le volume de ce bassin ou de ce dispositif équivalent est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m<sup>3</sup>/ tonne de produits visés au premier alinéa de cet article et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin ou de ce dispositif équivalent sont disposés pour pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement ne dispose pas de produits qui rentrent dans le cadre de la prescription et n'est donc pas concerné.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.</p> <p>Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.</p> <p>Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m<sup>3</sup>.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;</li> <li>- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;</li> <li>- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis.</li> </ul> <p>Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers</p>

<p>sont par ailleurs menés sur ces équipements ;</p> <p>- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part. Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels. - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</p> <p>Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La prescription n'est pas applicable à l'établissement dont la dernière autorisation est antérieure à 2022.</p> <p>Pour autant, chaque magasin dispose de batardeaux placés dans les ouvertures qui doivent permettre de contenir les eaux d'extinction ainsi que de plaques obturatrices pour les regards d'eaux pluviales.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Etat des matières stockées**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Etat des matières stockées</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a étudié l'état des stocks de l'exploitant. Celui-ci, tenu informatiquement, est conforme à la prescription et comprend la liste de tous les produits, soumis à rubrique ICPE ou non.</p> <p>Avant commande d'un produit, le service sécurité est sollicité et, sur la base de la fiche de données de sécurité, établit les conditions de stockage dudit produit au regard notamment de la compatibilité du nouveau produit avec ceux déjà présents sur le site.</p>

Un test par sondage a été réalisé sur un produit et l'état des stocks était conforme aux quantités réellement entreposées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Consignes de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Consignes de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;</li> <li>- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a établi un plan d'opération interne (POI) et dispose à cet effet des consignes relatives à l'incendie. Pour autant, il dispose de consignes générales, indépendantes du POI, notamment sur les actions à mener en cas de fuite ou dispersion d'un produit. Ces consignes n'ont pas été présentées à l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection les consignes générales sur les actions à mener en cas de fuite ou de dispersion de produits.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 12 : Gestion des mélanges**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations [...]
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté lors de la visite la présence de déchets de produits comburants dont les

emballages sont abîmés et fuyards. S'ils sont isolés dans des espaces prévus dans les magasins, ces emballages fuyards sont stockés sur des palettes en bois, lesquelles sont combustibles et se retrouvent en contact direct avec les produits comburants : il existe donc un risque non négligeable d'incendie spontané.

Par courriel transmis suite à la visite, l'exploitant a confirmé avoir disposé ces déchets de comburants dans des GRV ouverts, prévus à cet effet.

**Type de suites proposées :** Sans suite